

AXA COURT TERME DOLLAR

(Conforme au Règlement (UE) 2017/1131 – agréé en tant que fonds monétaire court terme)

PROSPECTUS

L'OPCVM relève de la Directive européenne 2009/65/CE

I – Caractéristiques générales :

I - 1 Forme de l'OPCVM :

- **Dénomination** : AXA COURT TERME DOLLAR
- **Forme juridique et Etat membre dans lequel le FCP a été constitué** : Fonds Commun de Placement (FCP) de droit Français
- **Date de création et durée d'existence prévue** : le 1er septembre 1994 pour une durée de 99 ans.
- **Synthèse de l'offre de gestion** :

Catégories de Parts	Codes ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de Comptabilité du FCP	Devise de libellé des parts	Souscripteurs concernés	Valeur liquidative d'origine	Décimalisation	Montant minimum de première souscription
A	FR0000436453	Capitalisation	US Dollar	US Dollar	Tous souscripteurs	100 Dollars US	Centièmes de parts	Néant
I	FR0010202051	Capitalisation	US Dollar	US Dollar	Investisseurs Institutionnels	Valeur liquidative d'une part de catégorie A au jour de la création des parts de catégorie I	Centièmes de parts	1 000 000(*) USD

(*) à l'exception de la société de gestion ou d'une entité appartenant au Groupe AXA.

➤ **Indication du lieu où l'on peut se procurer le règlement de l'OPCVM, le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :**

Les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de (adresse postale) :

AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS

Tour Majunga - 6 place de la Pyramide
92908 PARIS – La Défense cedex

Pour des informations complémentaires vous pouvez contacter : AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS à l'adresse postale indiquée ci-dessus ou nous adresser un courrier électronique à l'adresse suivante : client@axa-im.com.

I - 2 Acteurs :

Société de gestion :

AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS,
Société Anonyme à conseil d'administration
Siège social : Tour Majunga - La Défense 9 - 6, place de la Pyramide - 92800 Puteaux.
Adresse postale : Tour Majunga - 6 place de la Pyramide - 92908 PARIS – La Défense cedex.

Entreprise agréée en tant que société de gestion de portefeuilles par l'AMF le 7 avril 1992, sous le n° GP 92008 au sens de la directive 2009/65/CE (Directive OPCVM).

**Dépositaire, conservateur
et centralisateur :**

Le dépositaire de l'OPCVM est **BNP – Paribas Securities Services SCA**, une filiale du groupe BNP PARIBAS SA située au 9, rue du Débarcadère 93500 PANTIN (le « Dépositaire »). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, Société en commandite par actions immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 108 011 est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dont le siège social est à Paris 2^{ème}, 3, rue d'Antin.

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels :

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS 5), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4) et la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5).

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services SCA en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire.

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - o Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme le maintien d'entités juridiques séparées, la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques, le suivi des listes d'initiés internes;
 - o Mettant en œuvre au cas par cas :
 - ✓ des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - ✓ ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous-déléguataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation :

Le Dépositaire de l'OPCVM, BNP Paribas Securities Services SCA, est responsable de la conservation des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre d'Etats, permettant aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, BNP Paribas Securities Services SCA a désigné des sous-conservateurs dans les Etats où BNP Paribas Securities Services SCA n'aurait pas de présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant <http://securities.bnpparibas.com/solutions/asset-fund-services/depositary-bank-and-trustee-serv.html> Le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

Courtier principal (prime broker) : Néant

Commissaire aux comptes : PricewaterhouseCoopers Audit – 63, rue de Villiers - 92208 Neuilly-sur-Seine cedex.

Commercialisateur : AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS

AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS pourra déléguer à des tiers dûment habilités par cette dernière le soin de commercialiser les parts de l'OPCVM. L'OPCVM étant admis en Euroclear France, ses parts peuvent être souscrites ou rachetées auprès d'intermédiaires financiers qui ne sont pas connus de la Société de Gestion.

Déléataires :

AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS ne délègue pas la gestion financière de l'OPCVM.

Délégation de gestion comptable et du Middle Office :

STATE STREET BANK INTERNATIONAL GMBH PARIS BRANCH

Succursale de l'établissement de crédit allemand STATE STREET BANK INTERNATIONAL GMBH (maison mère), qui a été établie en vertu du passeport européen prévu par la Directive 2013/36/UE (CRD IV).

Adresse : Défense Plaza, 23-25 rue Delarivière-Lefoullon 92064 Paris La Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 850 254 673.

STATE STREET BANK INTERNATIONAL GMBH est un établissement de crédit qui a été autorisé en juin 1994 par le prédécesseur de l'Autorité fédérale allemande de supervision financière (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht – BaFin) sous le numéro d'identification 108514.

Il est supervisé directement par la Banque centrale européenne (BCE).

Le déléataire de la gestion comptable assure la comptabilité du FIA et calcule la valeur liquidative.

Délégation de gestion administrative :

AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS ne délègue pas la gestion administrative de l'OPCVM.

Conseillers : Néant.

II – Modalités de fonctionnement et de gestion :

II – 1 Caractéristiques générales :

➤ Caractéristiques des parts :

⇒ **Codes ISIN :** Parts de catégorie A : parts de capitalisation : FR0000436453
Parts de catégorie I : parts de capitalisation : FR0010202051

⇒ **Nature du droit attaché à la catégorie de parts :** chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

⇒ **Inscription à un registre ou précision des modalités sur la tenue du passif :** Toutes les parts sont au porteur. Il n'y a donc pas de tenue de registre. La tenue de compte émetteur est assurée par BNP- PARIBAS SECURITIES SERVICES (dépositaire).

⇒ **Droits de vote** : S'agissant d'un FCP, aucun droit de vote n'est attaché aux parts détenues, Les décisions étant prises par la société de gestion.

Toutefois, une information des modifications de fonctionnement de l'OPCVM est donnée aux porteurs soit individuellement, soit par voie de presse soit par tout autre moyen conformément à l'Instruction AMF n° 2011-19 du 21 décembre 2011.

⇒ **Forme des parts** : Au porteur.

⇒ **Décimalisation** : Centièmes de parts

➤ **Date de clôture** : Dernier jour de bourse de Paris du mois de juin.

➤ **Indications sur le régime fiscal** : Le FCP n'ayant pas la personnalité morale, il n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés. Chaque porteur est imposé comme s'il était directement propriétaire d'une quotité de l'actif, en fonction du régime fiscal qui lui est applicable.

Si la souscription aux parts de l'OPCVM relève de la participation à un contrat d'assurance vie, les souscripteurs se verront appliquer la fiscalité des contrats d'assurance vie.

Avertissement : Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès de votre conseiller fiscal.

Obligation lié à la réglementation FATCA :

Aux termes de la réglementation fiscale américaine dite FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act), les porteurs pourraient être tenus de fournir à l'OPCVM, à la société de gestion au titre de chaque OPC ou à leur mandataire et ce, afin que soient identifiées les « US Person » au sens de FATCA⁽¹⁾, des renseignements notamment sur leur identité personnelle et lieux de résidence (domicile et résidence fiscale). Ces informations pourront être transmises à l'administration fiscale américaine via les autorités fiscales françaises. Tout manquement par les porteurs à cette obligation pourrait résulter en un prélèvement forfaitaire à la source de 30% imposé sur les flux financiers de source américaine. Nonobstant les diligences effectuées par la société de gestion au titre de FATCA, les porteurs sont invités à s'assurer que l'intermédiaire financier qu'ils ont utilisé pour investir dans l'OPCVM bénéficie lui-même du statut dit de Participating FFI. Pour plus de précisions, les porteurs de parts pourront se tourner vers un conseiller fiscal.

¹La notion d'« U.S. Person » définie par l'US Internal Revenue Code est disponible sur le site www.axa-im.fr (dans la rubrique *mentions légales*).

Echange automatique d'informations fiscales (réglementation CRS) :

Pour répondre aux exigences de l'Echange Automatique d'Informations dans le domaine fiscal et en particulier aux dispositions de l'article 1649 AC du Code Général des Impôts et de la Directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la Directive 2011/16/UE, les porteurs seront tenus de fournir au FIA, à la société de gestion ou à leur mandataire des renseignements notamment (mais non limitativement) sur leur identité personnelle, leurs bénéficiaires directs ou indirects, les bénéficiaires finaux et personnes les contrôlant. Le porteur sera tenu de se conformer à toute demande de la société de gestion de fournir ces informations afin de permettre à la société de gestion et au FIA de se conformer à leurs obligations de déclarations. Ces informations sont susceptibles d'être transmises par les autorités fiscales françaises à des autorités fiscales étrangères.

II – 2 Dispositions particulières :

➤ **Classification :** Fonds monétaire à valeur liquidative variable (VNAV) court terme.

➤ **Investissement en fonds monétaire court terme au sens du Règlement UE du Parlement Européen et du Conseil du 14 Juin 2017 :** Moins de 10% de l'actif net.

➤ **Objectif de gestion :** L'objectif de l'OPCVM est de chercher à surperformer, après déduction des frais de gestion réels, le LIBID dollar 1 mois capitalisé sur un horizon de placement recommandé d'1 mois minimum. Pour atteindre cet objectif, le fonds investira sur les marchés monétaires et de taux internationaux.

➤ **Indicateur de référence :** LIBID dollar 1 mois Capitalisé

Le taux LIBID (London Interbank Bid Rate) correspond au taux Libor moins 0,125%.

Le LIBOR (London Interbank Offered Rate) est le taux d'intérêt interbancaire offert sur la place de Londres. Il est égal à la moyenne arithmétique des taux offerts sur le marché bancaire à Londres pour une échéance déterminée (entre 1 et 12 mois) et une devise donnée (Euro, Livre, Dollar, ...).

La gestion de l'OPCVM n'étant pas indicielle, sa performance pourra s'éloigner sensiblement de l'indicateur de référence qui n'est qu'un indicateur de comparaison.

➤ **Stratégie d'investissement :**

1. Stratégies utilisées :

La gestion consiste à mettre en place diverses stratégies d'investissement sur les principaux marchés internationaux de taux et du crédit notamment sur les marchés des US et Européens.

Le portefeuille sera investi de manière discrétionnaire, dans les conditions définies dans la documentation réglementaire, sans contrainte particulière additionnelle en terme d'univers d'investissement par rapport à un éventuel indice de marché. Il est précisé que la volatilité de l'OPCVM et de l'indicateur de référence ou tout autre indice pourront s'éloigner de manière significative.

Le processus de gestion consiste donc à gérer de manière active un portefeuille de produits de taux et de crédit libellés en US Dollars et/ou en devises. Le portefeuille ne supporte aucun risque de change, chaque position en devise autre que l'US Dollar est couverte.

Par ailleurs, l'OPCVM prend en considération des critères de responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) et a pour objectif de surperformer la notation ESG d'un portefeuille de comparaison parallèle tel que défini en interne par le Gestionnaire Financier, pour les besoins de la mise en œuvre des critères ESG, comme étant celui de l'indice ICE Bank of America Euro Corporate. Le score ESG et celui du portefeuille de comparaison défini pour les besoins de la mise en œuvre des critères ESG sont calculés sur une base moyenne pondérée. La méthode de notation ESG est décrite dans le lien suivant : <https://particuliers.axa-im.fr/investissement-responsable/notre-cadre-esg-et-notre-methodologie-de-notation?linkid=investissementresponsable-menu-cadre-esg>. Pour clarification, cet indice est un indice de marché large qui ne prend pas nécessairement en compte, dans sa composition ou sa méthodologie de calcul disponibles sur le site <https://indices.theice.com/>, les caractéristiques ESG promues par l'OPCVM.

Le taux de couverture de l'analyse ESG au sein du portefeuille est d'au moins 90 % de l'actif net de l'OPCVM qui investit notamment dans des produits de taux et de crédit.

En outre, dans le cadre du processus de sélection des titres, le Gestionnaire financier applique les politiques d'exclusion sectorielle d'AXA IM dans des domaines tels que les armes controversées, les risques climatiques, les matières premières agricoles et l'huile de palme et la Politique de Standards Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance d'AXA IM (« Politique de Standards ESG d'AXA IM »), selon laquelle le Gestionnaire financier vise à intégrer les Standards ESG dans le processus d'investissement en appliquant des politiques d'exclusion

supplémentaires telles que le tabac et les armes au phosphore blanc, et en excluant les investissements en titres émis par des sociétés en violation grave des principes du Pacte Mondial des Nations Unies et présentant les scores ESG les plus bas tels que décrits dans la politique. Ces politiques sont disponibles sur le site : <https://particuliers.axa-im.fr/fr/investissement-responsable>.

Les critères ESG contribuent à la prise de décision du Gestionnaire financier, sans pour autant être un facteur déterminant de cette prise de décision.

Les données ESG utilisées dans le processus d'investissement reposent sur des méthodologies ESG basées en partie sur des données fournies par des tiers, et dans certains cas sont développées en interne. Elles sont subjectives et peuvent évoluer dans le temps. Malgré plusieurs initiatives, l'absence de définitions harmonisées peut rendre les critères ESG hétérogènes. Ainsi, les différentes stratégies d'investissement qui utilisent les critères ESG et les reportings ESG sont difficilement comparables entre elles. Les stratégies qui intègrent les critères ESG et celles qui intègrent des critères de développement durables peuvent utiliser des données ESG qui paraissent similaires mais qu'il convient de distinguer car leur méthode de calcul peut être différente.

Au travers d'une procédure prudente et continue d'évaluation interne de la qualité de crédit des instruments du marché monétaire mise en œuvre et appliquée systématiquement, l'OPCVM sélectionne des actifs qui bénéficient d'une évaluation positive.

La sélection des instruments du marché monétaire composant le portefeuille repose sur une procédure d'évaluation interne de la qualité de crédit qui tient notamment compte d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs de l'émetteur et des caractéristiques liés à l'instrument (tels que la catégorie d'actif, le profil de liquidité...), l'appréciation des risques opérationnels et de contrepartie. La procédure d'évaluation interne du gestionnaire pourra prendre en compte, en complément des autres indicateurs, la notation attribuée par les agences de notation sans s'appuyer exclusivement et mécaniquement sur le seul critère de ces notations externes.

Dans cette optique, l'OPCVM pourra mettre en place les stratégies suivantes :

Stratégies axées sur les taux :

- Stratégies visant à couvrir les risques de change et/ou de taux par l'utilisation d'instruments financiers à terme et notamment de cross-currency swaps, futures, options, contrats à terme ou swap de taux, ...

Stratégies axées sur le crédit :

- Gestion active du risque de crédit des émetteurs par une allocation crédit et une sélection des émetteurs reposant sur un processus de gestion discrétionnaire tout en recherchant des signatures de qualité. La sélection et l'allocation sont effectuées en fonction des prévisions micro et macro-économiques de la société de gestion (niveau de croissance, niveau des déficits, niveau de l'inflation...) et des recommandations de la recherche crédit sur les émetteurs (analyse macro et micro économique à partir des données fondamentales (données quantitatives (chiffres d'affaires, endettement, cash-flows...) ou qualitatives (rating, qualités du management...)).
- Stratégie de positionnement sur la partie court terme de la courbe crédit des émetteurs
- Stratégie d'allocation entre titres de crédit et secteurs d'activités visant à mettre en place des stratégies axées sur la valeur relative entre titres de crédit et/ou des secteurs d'activités de tous types.

La mise en œuvre de cette stratégie sera réalisée dans le respect :

(i) d'un risque lié aux variations de taux que l'on assimile à la sensibilité des taux d'intérêt. La maturité moyenne pondérée des actifs est inférieure ou égale à 60 jours,

(ii) et d'un risque de crédit et de liquidité limités. La durée de vie des actifs ne dépasse pas 397 jours, et la durée de vie moyenne pondérée jusqu'à la date d'extinction des instruments en portefeuille ne dépasse pas 120 jours.

2. Description des catégories d'actifs et de contrats financiers :

L'OPCVM respecte les règles en matière d'actifs éligibles et de ratios de diversification énoncées par le Règlement Européen (UE) 2017/1131 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 ci –après le « Règlement Européen 2017/1131 ».

Actions

L'OPCVM n'intervient pas directement ou indirectement sur les marchés actions

Instruments du marché monétaire, et instruments de titrisations et papiers commerciaux adossés à des actifs :

L'OPCVM peut investir jusqu'à 100% de l'actif en :

- Instruments du marché monétaire, libellés ou non en US Dollar négociés sur un marché réglementé au sens de la directive 2004/39/CE ou négociés sur un autre marché d'un Etat membre, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, ou négociés sur un autre marché tiers, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public pour autant que le choix du marché ait été approuvé par les autorités compétentes (ou soit prévu par la loi ou par le règlement du fond ou par les documents constitutifs de la société d'investissement) ;
- Instruments du marché monétaire visés à l'article 50, paragraphe 1, point h de la directive 2009/65/CE en particulier :
 - o les Certificats de Dépôt (Euro CD) ;
 - o les titres négociables à court terme ou moyen terme (dont *Euro Medium Term Notes* indexées sur des références court terme) ;
 - o US/EURO Commercial Papers ;
 - o Les Bons du Trésor ;
 - o Les Billets de trésorerie ;

Les instruments financiers sélectionnés (telles que des obligations, par exemple) peuvent être à taux fixe ou à taux variable ou révisable ou indexés d'échéance légale à l'émission de 397 jours ou moins ou d'échéance résiduelle de 397 jours ou moins.

L'OPCVM peut investir jusqu'à 15 % maximum de l'actif en :

- Asset Backed Commercial Paper (ABCP) non conformes aux critères relatifs au règlement transversal pour une titrisation Simple, Transparente et Standardisée (système dit « STS »)) suffisamment liquides et ayant bénéficié d'une évaluation positive.

Les Asset Backed Commercial Paper (ABCP) sélectionnés peuvent être émis par un programme remplissant les conditions posées à l'article 11 du Règlement Européen 2017/1131.

Par dérogation, la limite initiale de 5% de l'actif de l'OPCVM par entité pourra être portée à 100% de son actif lorsque l'OPCVM investit dans les instruments du marché monétaires émis ou garantis individuellement ou conjointement par l'Union, les administrations nationales, régionales et locales des Etats membres de l'Union Européenne ou leurs banques centrales, la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement, le mécanisme européen de stabilité, le Fonds européen de stabilité financière, l'autorité centrale ou la Banque centrale d'un pays membre de l'OCDE, le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque des règlements internationaux ou toute autre institution ou organisation financière internationale pertinente dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne, si, et seulement si, aucune des six (6) émissions, au moins, des titres et instruments du marché monétaire d'une même entité concernée ne représente pas plus de 30% de l'actif net.

Il est précisé que le gestionnaire disposera d'informations appropriées : informations sur l'émission et la situation juridique et financière de l'émetteur permettant d'apprécier correctement le risque émetteur. Il est précisé aussi que l'émetteur fait l'objet d'une évaluation autonome de la qualité de crédit.

Parts ou actions d'OPCVM, FIA ou fonds d'investissement

L'OPCVM peut détenir moins de 10% de son actif en parts ou actions OPC monétaires court terme au sens du Règlement Européen 2017/1131.

Ces OPC et fonds d'investissement sous-jacents, peuvent être gérés par des sociétés du Groupe AXA et par le même gestionnaire.

3. Sur les instruments financiers à terme (dérivés)

L'OPCVM peut effectuer dans la limite d'une fois l'actif, des opérations sur les instruments financiers à terme décrits ci-dessous :

- Nature des marchés d'intervention :

- réglementés ;
- de gré à gré.

- Risques sur lesquels le gérant désire intervenir (soit directement, soit par l'utilisation d'indices représentatifs de taux d'intérêt, de taux de change ou de devises) :

- actions ;
- taux ;
- change
- crédit ;
- autres risques (à préciser).

- Nature des interventions (l'ensemble des opérations devant être limité à la réalisation de l'objectif de gestion) :

- couverture ;
- exposition ;
- arbitrage ;
- autre nature (à préciser).

- Nature des instruments utilisés :

- futures
- options (dont caps et floors)
- swap (dont swaps de taux, swaps forward, cross-currency swaps, swaps de change et autres instruments financiers à terme en couverture du risque taux et/ou de change)
- change à terme
- autre nature (à préciser).

- Stratégie d'utilisation des instruments financiers à terme :

- Le risque global lié aux instruments financiers à terme n'excède pas la valeur totale du portefeuille.

Les instruments financiers à terme permettent :

- uniquement de couvrir le portefeuille contre les risques de taux d'intérêt ou de change.

L'OPCVM n'utilisera pas des instruments financiers à terme constituant des contrats d'échange sur rendement global (aussi appelés instruments financiers à terme d'échange de performance ou *total return swaps*).

L'OPCVM pourra avoir comme contrepartie à des instruments financiers à terme, tout établissement financier répondant aux critères mentionnés à l'article R214-19 II, deuxième alinéa du Code monétaire financier et à l'article 13 du Règlement Européen 2017/1131, et sélectionné par la Société de Gestion conformément à sa politique d'exécution des ordres disponible sur son site internet.

Contrats constituant des garanties financières :

Dans le cadre de la conclusion d'instruments financiers à terme et/ou d'accords de prise et/ou de mise en pension, et conformément à la réglementation applicable, l'OPCVM pourra être amené à verser et/ou recevoir une garantie financière (collatéral) dans un but de réduction du risque de contrepartie. La garantie reçue par l'OPCVM ne peut être octroyée que par un établissement ayant la qualité de dépositaire d'OPCVM, un établissement de crédit dont le siège est établi dans un Etat membre de l'OCDE ou une entreprise d'investissement dont le siège est situé en Europe (UE ou EEE) habilitée à fournir le service de tenue de compte-conservation d'instruments financiers et dont les fonds propres s'élèvent à au moins 3,8 millions d'euros.

Cette garantie financière peut être reçue sous la forme de liquidités (dans la limite de 10% de son actif net) en contrepartie des actifs transférés pour les accords de mise en pension.

Cette garantie financière peut être reçue sous la forme d'actifs (hors titrisations et ABCP), en particulier des dépôts, des instruments du marché monétaire et/ou des obligations émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne et/ou des organisations supranationales bénéficiant d'une évaluation positive par la Société de Gestion en contrepartie des liquidités versées pour les accords de prise en pension.

Conformément à sa politique interne de gestion des garanties financières, la Société de Gestion détermine :

- le niveau de garantie financière requis ; et

- le niveau de décote applicable aux actifs reçus à titre de garantie financière, notamment en fonction de leur nature, de la qualité de crédit des émetteurs, de leur maturité, de leur devise de référence et de leur liquidité et volatilité.

La Société de Gestion procédera, selon les règles d'évaluation prévues dans ce prospectus, à une valorisation quotidienne des garanties reçues sur une base de prix de marché (mark-to-market). Les appels de marge seront réalisés conformément aux termes des contrats de garantie financière.

L'OPCVM pourra réinvestir les garanties financières reçues sous forme d'espèces conformément aux dispositions du Règlement Européen 2017/1131.

Les garanties financières autres qu'en espèces reçues ne pourront pas être vendues, réinvesties ou mises en gage. La contrepartie recevant des actifs transférés par l'OPCVM en tant que collatéral au titre de l'accord de mise en pension ne pourra pas céder, investir, engager ou transférer de quelque autre façon ces actifs sans l'accord préalable de la société de gestion de l'OPCVM.

Les garanties reçues par l'OPCVM seront conservées par le dépositaire de l'OPCVM ou à défaut par tout dépositaire tiers (tel qu'Euroclear Bank SA/NV) faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur de la garantie.

En dépit de l'évaluation positive réalisée par la Société de gestion sur les émetteurs des titres reçus à titre de garanties financières ou des titres acquis au moyen des espèces reçues à titre de garanties financières, l'OPCVM pourrait supporter un risque de perte en cas de défaut de ces émetteurs ou de la contrepartie de ces opérations.

4. Sur les titres intégrant des dérivés

L'OPCVM n'est pas autorisé à utiliser des titres intégrant des dérivés.

5. Pour les dépôts

L'OPCVM peut effectuer des dépôts auprès de plusieurs établissements de crédit dans les conditions posées par les dispositions de l'article 12 du Règlement Européen 2017/1131.

Cet investissement peut représenter jusqu'à 100% de l'actif de l'OPCVM dans la limite des règles de diversification posées à l'article 17 du même Règlement Européen 2017/1131.

6. Pour les emprunts d'espèces

L'OPCVM n'est pas autorisé à recourir à l'emprunt d'espèces. Cependant, compte tenu d'évènements indépendants d'actes de gestion (*fail trade*, par exemple), une position débitrice pourrait survenir exceptionnellement et dans le meilleur intérêt des porteurs de parts.

Le gestionnaire financier prendra les mesures immédiates et correctrices pour résorber dans le meilleur intérêt des porteurs une position débitrice.

7. Pour les opérations d'acquisition et cession temporaire de titres

Les opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres (aussi appelées opérations de financement sur titres) sont réalisées conformément au code monétaire et financier et aux dispositions du Règlement Européen 2017/1131.

Elles sont réalisées dans le cadre de la réalisation de la gestion de la trésorerie de l'OPCVM.

Ces opérations consistent en des prises et/ou des mises en pensions. L'OPCVM n'est pas autorisé à réaliser des opérations de prêts et emprunts de titres.

Les actifs de l'OPCVM pouvant faire l'objet d'opérations de financement sur titres sont des obligations et/ou titres de créance négociables et/ou instruments du marché monétaire (à l'exclusion des actifs de titrisation et ABCP).

Dans le cadre d'un accord de mise en pension, les liquidités reçues par l'OPCVM ne dépasseront pas 10% de ses actifs.

Dans le cadre d'un accord de prise en pension, les actifs reçus par l'OPCVM sont suffisamment diversifiés avec une exposition maximum sur un même émetteur limité à 15% de l'actif net de l'OPCVM (sauf dans les cas où les actifs reçus prennent la forme d'instruments du marché monétaire conformes aux exigences de l'article 17 du Règlement Européen 2017/1131).

La Société de Gestion s'attend à ce que ces accords de prises en pension de titres représentent environ 5% des actifs de l'OPCVM, cependant, l'OPCVM peut réaliser de telles opérations dans la limite de 100% de son actif net.

Des informations complémentaires sur ces opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres figurent dans le rapport annuel de l'OPCVM.

Les opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres seront garanties selon les principes décrits à la section « Contrats constituant des garanties financières » et seront négociées selon les critères relatifs aux contreparties décrits à la section « instruments financiers à terme (dérivés) » ci-dessus.

Des informations complémentaires figurent à la rubrique frais et commissions sur les conditions de rémunération des cessions et acquisitions temporaires de titres.

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

➤ Profil de risque :

Considération générale :

Le profil de risque de l'OPCVM est adapté à un horizon d'investissement d'1 mois minimum. Comme tout investissement financier, les investisseurs potentiels doivent être conscients que la valeur des actifs de l'OPCVM est soumise aux fluctuations des marchés et qu'elle peut varier fortement (en fonction des conditions politiques, économiques et boursières, ou de la situation spécifique des émetteurs). Ainsi, la performance de l'OPCVM peut ne pas être conforme à son objectif.

La Société de Gestion ne garantit pas aux souscripteurs qu'ils ne subiront pas de pertes suite à leur investissement dans l'OPCVM, même s'ils conservent les parts pendant la durée de placement recommandée. Le capital initialement investi peut ne pas être intégralement restitué ; les souscripteurs s'exposent à un risque de perte limité au capital investi.

Les risques décrits ci-dessous ne sont pas limitatifs : il appartient aux investisseurs d'analyser le risque inhérent à chaque investissement et de se forger leur propre opinion.

Les principaux risques auxquels le souscripteur est exposé sont les suivants :

L'exposition directe et indirecte au risque actions est interdite.

1- Risque de perte en capital :

L'OPCVM ne comporte aucune garantie sur le capital investi. Il se peut que le capital ne soit pas intégralement restitué.

2 – Le risque de taux :

Le risque de taux est le risque de dépréciation des instruments de taux à court ou moyen terme découlant de la variation des taux d'intérêt qui a un impact sur les marchés obligataires. A titre d'exemple, le prix d'une obligation à taux fixe tend à évoluer dans le sens inverse des taux d'intérêt.

L'OPCVM est investi en produits de taux et instruments du marché monétaire et, en cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des actifs investis à taux fixe baissera.

3 - Risque de crédit :

En cas de défaillance ou de dégradation de la qualité des émetteurs de titres de créance (par exemple la baisse de leur notation), la valeur des titres de créance dans lesquels l'OPCVM est investi baissera.

4- Risque lié à la devise de libellé des parts :

Le porteur, souscripteur en Euro ou en devises autre que l'US Dollar est exposé au risque de change au moment de la souscription et du rachat de ses parts. La devise de comptabilité de l'OPCVM est en effet l'US Dollar.

5 – Risques liés à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des marchés de taux. La performance de l'OPCVM dépendra donc des anticipations de l'évolution de la courbe de taux par le gérant.

La gestion étant discrétionnaire, il existe un risque que le gérant anticipe mal cette évolution.

La performance de l'OPCVM peut ne pas être conforme à son objectif de gestion.

6 - Risque de liquidité.

L'OPCVM peut, dans des circonstances de marchés très difficiles ou en raison d'un volume exceptionnellement élevé de demandes de rachats ou d'autres circonstances de nature exceptionnelle, ne pas être en mesure de faire face aux rachats dans la période indiquée dans le prospectus. Dans ce cas la Société de Gestion pourra, conformément au règlement de l'OPCVM et si l'intérêt des porteurs le commande, suspendre les souscriptions ou les rachats ou en prolonger le délai de règlement.

7 – Risque de contrepartie

Il s'agit du risque de défaillance (ou de non-exécution de tout ou partie de ses obligations) de la contrepartie de l'OPCVM à toute opération sur contrat financier négociée de gré et/ou à toute opération d'acquisition et de cession temporaire de titres avant que la transaction ait été réglée de manière définitive sous la forme d'un flux financier.

La défaillance (ou la non-exécution de tout ou partie de ses obligations) d'une contrepartie à ces opérations peut avoir un impact négatif significatif sur la valeur liquidative de l'OPCVM.

8 - Risque lié aux actifs issus de la titrisation :

Le gérant dispose d'une procédure d'évaluation interne prudente, néanmoins, ces instruments résultent de montages complexes pouvant comporter des risques juridiques et des risques spécifiques tenant aux caractéristiques des actifs sous-jacents.

La réalisation de ces risques peut entraîner la baisse de la valeur liquidative.

9 - Risques liés aux opérations de financement sur titres et risques liés à la gestion des garanties financières:

Ces opérations et les garanties qui y sont relatives sont susceptibles de créer des risques pour l'OPCVM tels que :

- (i) le risque de contrepartie (tel que décrit ci-dessus),
- (ii) le risque juridique,
- (iii) le risque de conservation,
- (iv) le risque de liquidité (c'est-à-dire le risque résultant de la difficulté d'acheter, vendre, résilier ou valoriser un titre ou une transaction du fait d'un manque d'acheteurs, de vendeurs, ou de contreparties), et, le cas échéant,
- (v) les risques liés à la réutilisation des garanties (c'est-à-dire principalement le risque que les garanties financières remises par l'OPCVM ne lui soient pas restituées, par exemple à la suite de la défaillance de la contrepartie).

10- Risque lié aux critères ESG :

L'intégration de critères ESG et de durabilité au processus d'investissement peut exclure des titres de certains émetteurs pour des raisons autres que d'investissement et, par conséquent, certaines opportunités de marché disponibles pour les fonds qui n'utilisent pas les critères ESG ou de durabilité peuvent être indisponibles pour l'OPCVM, et la performance de l'OPCVM peut parfois être meilleure ou plus mauvaise que celle de fonds comparables qui n'utilisent pas les critères ESG ou de durabilité. La sélection des actifs peut en partie reposer sur un processus de notation ESG propriétaire ou sur des listes d'exclusion (« ban list ») qui reposent en partie sur des données de tiers. L'absence de définitions et de labels communs ou harmonisés intégrant les critères ESG et de durabilité au niveau de l'UE peut conduire les gérants à adopter des approches différentes lorsqu'ils définissent les objectifs ESG et déterminent que ces objectifs ont été atteints par les fonds qu'ils gèrent. Cela signifie également qu'il peut être difficile de comparer des stratégies intégrant des critères ESG et de durabilité étant donné que la sélection et les pondérations appliquées aux investissements sélectionnés peuvent, dans une certaine mesure, être subjectives ou basées sur des indicateurs qui peuvent partager le même nom, mais dont les significations sous-jacentes sont différentes. Les investisseurs sont priés de noter que la valeur subjective qu'ils peuvent ou non attribuer à certains types de critères ESG peut différer substantiellement de la méthodologie du Gestionnaire Financier. L'absence de définitions harmonisées peut également avoir pour conséquence que certains investissements ne bénéficient pas de régimes fiscaux préférentiels ou de crédits car les critères ESG sont évalués différemment qu'initialement envisagé

11- Intégration des risques de durabilité dans le processus de prise de décision d'investissement :

Le risque en matière de durabilité est un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement dans l'OPCVM.

L'OPCVM utilise une approche des risques en matière de durabilité qui découle d'une intégration importante des facteurs ESG (environnement, social et gouvernance) dans le processus de recherche et d'investissement. L'OPCVM a mis en place un cadre pour intégrer les risques de durabilité dans les décisions d'investissement basé sur des facteurs de durabilité (ou « facteurs ESG », ci-après) qui s'appuie notamment sur les exclusions sectorielles et normatives et les méthodologies de notation ESG propriétaires d'AXA IM.

Exclusions sectorielles et normatives

Afin de gérer les risques extrêmes ESG et de durabilité, l'OPCVM a mis en place une série de politiques fondées sur l'exclusion. Ces politiques ont pour objectif de gérer les risques extrêmes ESG et de durabilité, en mettant notamment l'accent sur :

- E : le climat (charbon et sables bitumineux), la biodiversité (huile de palme),
- S : la santé (tabac) et les droits de l'homme (armes controversées et phosphore blanc, violation des principes du Pacte Mondial des Nations Unies)
- G : la corruption (violation des principes du Pacte Mondial des Nations Unies).

Toutes ces politiques d'exclusion visent à traiter systématiquement les risques les plus graves en matière de durabilité dans le processus de décision d'investissement. Pour plus de détails, vous pouvez vous référer au lien suivant : <https://particuliers.axa-im.fr/fr/investissement-responsable>

Notation ESG interne

AXA IM a mis en place des méthodologies de notation internes pour évaluer les émetteurs sur des critères ESG (entreprises, souverains).

Ces méthodologies reposent sur des données quantitatives provenant de plusieurs fournisseurs de données tiers et ont été obtenues à partir d'informations extra-financières publiées par les émetteurs et États ainsi que de recherches internes et externes. Les données utilisées dans ces méthodes incluent les émissions de carbone, le stress hydrique, la santé et la sécurité au travail, les normes de travail de la chaîne d'approvisionnement, l'éthique des affaires, la corruption et l'instabilité.

Pour plus de détails concernant la méthodologie de notation des entreprises et des titres souverains, vous pouvez vous référer au lien suivant : <https://particuliers.axa-im.fr/investissement-responsable/notre-cadre-esg-et-notre-methodologie-de-notation?linkid=investissementresponsable-menu-cadre-esg>.

Ces scores ESG fournissent une vision standardisée et holistique de la performance des émetteurs sur les facteurs ESG, et permettent d'intégrer davantage les risques ESG dans la décision d'investissement.

L'une des principales limites de cette démarche est liée à la disponibilité limitée de données permettant d'évaluer les risques en matière de durabilité : ces données ne sont pas encore systématiquement divulguées par les émetteurs et, lorsqu'elles sont publiées, peuvent suivre différentes méthodologies. L'investisseur doit être conscient du fait que la plupart des informations relatives aux facteurs ESG reposent sur des données historiques et qu'elles peuvent ne pas refléter les performances ou les risques ESG futurs des investissements.

La notation ESG est pleinement intégrée au process d'investissement de l'OPCVM tant pour la prise en compte des critères ESG dans la stratégie de gestion, que pour le suivi du risque de durabilité, ce dernier étant apprécié selon le niveau de score ESG moyen de l'OPCVM.

Compte tenu de la stratégie d'investissement et du profil de risques de l'OPCVM, l'impact probable des risques de durabilité sur les rendements de l'OPCVM devrait être faible.

Pour plus de détails concernant l'intégration des risques de durabilité dans le processus de prise de décision d'investissement et l'appréciation de l'impact probable des risques de durabilité sur les rendements de l'OPCVM, vous pouvez vous référer à la rubrique « SFDR » du site : www.axa-im.fr/important-information.

➤ **Garantie ou protection** : néant

➤ **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type** :

Parts de catégorie A : Tous souscripteurs, Parts de catégorie I : Investisseurs Institutionnels

Cet OPCVM s'adresse à des investisseurs cherchant à exposer leur investissement sur les marchés de taux US et Européens, libellés en US Dollar, de crédit et monétaires. Le capital investi dans un fonds monétaire à valeur liquidative variable (VNAV) court terme peut fluctuer à la hausse comme à la baisse.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de chaque porteur. Pour le déterminer, chaque porteur devra tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels sur un horizon de placement recommandé d'1 mois minimum, mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement moins risqué. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

Restrictions relatives aux Investisseurs US :

Les parts du FCP n'ont pas été, ni ne seront, enregistrées en vertu du U.S. Securities Act de 1933 et le FCP n'est pas, et ne sera pas enregistré en vertu de l'U.S. Investment Company Act de 1940.

Par conséquent, les parts ne pourront pas être directement ou indirectement souscrites, cédées, offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique par tout ressortissant des Etats-Unis d'Amérique ci-après « U.S. Person » ou toute personne dès lors qu'elle est soumise aux dispositions du titre 1 de l'U.S. Employee Retirement Income Security Act (ci-après « ERISA ») ou aux dispositions de la section 4975 de l'US Internal Revenue Code ou dès lors qu'elle constitue un « Benefit Plan Investor » au sens de la réglementation ERISA.

Les porteurs de parts du FCP devront être qualifiés de « Non-United States Persons » en vertu du Commodity Exchange Act.

Les notions d'« U.S. Person », de « Non-United States Person » et de « Benefit Plan Investor » sont disponibles sur le site www.axa-im.fr (dans la rubrique *mentions légales*). Pour les besoins des présentes, les « Investisseurs US » sont les « U.S. Persons », les « Benefit Plan Investors » et autres personnes soumises à l'ERISA, et les personnes qui ne sont pas des « Non-United States Persons ».

Les personnes désirant acquérir ou souscrire des parts pourront avoir à certifier par écrit qu'elles ne sont pas des Investisseurs US. Dans l'hypothèse où elles le deviendraient, elles ne seront plus autorisées à acquérir de nouvelles parts et devront en informer immédiatement la société de gestion du FCP qui pourra, le cas échéant procéder au rachat forcé de leurs parts.

Des dérogations pourront être accordées par écrit par la société de gestion de l'OPCVM, en particulier lorsque celles-ci sont nécessaires au regard du droit applicable.

La durée de placement recommandée est d'1 mois minimum.

➤ **Modalités de détermination et d'affectation des Sommes Distribuables :** Capitalisation

Les Sommes Distribuables sont composées conformément aux dispositions légales, par :

- le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;
- les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

➤ **Fréquence de distribution**

Les Sommes Distribuables sont intégralement capitalisées chaque année.

➤ **Caractéristiques des parts ou actions :** Les parts, libellées en Dollar US, sont des parts décimalisées jusqu'en centièmes.

➤ **Modalités de souscription et de rachat :**

Les ordres de souscription, de rachat et de conversion pour les parts des catégories « A » et « I » sont reçus tous les jours par le dépositaire jusqu'à 12H00* (heure de Paris).

Centralisation des ordres de souscription	Centralisation des ordres de rachat	Exécution de l'ordre	Publication de la valeur liquidative**	Livraison des souscriptions	Règlement des rachats
J	J	J	J	J	J

* Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier.

** La valeur liquidative sur laquelle seront exécutés les ordres de souscription et de rachat est calculée sur la base des cours de la veille (J-1) et est publiée en J-1. Elle est toutefois susceptible d'être recalculée, afin de tenir compte de tout événement de marché exceptionnel survenu avant l'heure de centralisation. La date de publication de la valeur liquidative, qui n'est plus susceptible d'être recalculée, est J.

La valeur liquidative, calculée le jour précédant un week-end ou un jour férié, inclue les coupons courus du week-end ou du jour férié. Elle est datée du dernier jour de la période d'anticipation.

Les demandes de souscription, de rachat ou de conversion sont centralisées auprès de BNP –PARIBAS SECURITIES SERVICES dont l'adresse est la suivante :

BNP – PARIBAS SECURITIES SERVICES

Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère - 93500 Pantin

- Valeur Liquidative d'origine des parts de catégorie I : Valeur liquidative d'une part de catégorie A au jour de la création des parts de catégorie I
- Valeur liquidative d'origine des parts de catégorie A : 100 USD
- Montant minimum de souscription pour les parts de catégorie A : Néant
- Montant minimum de première souscription pour les parts de catégorie I : 1 000 000 USD (à l'exception de la société de gestion ou d'une entité appartenant au Groupe AXA)
- Modalité de passage d'une catégorie de parts vers une autre : Sous réserve d'en respecter les conditions d'accès, la décision du porteur de passer d'une catégorie de parts vers une autre catégorie de parts s'analyse en une opération :
 - dans un premier temps, de vente d'une ou plusieurs parts détenues dans la catégorie d'origine ;
 - et dans un second temps, de souscription d'une ou plusieurs parts de la catégorie nouvelle.

Par conséquent, cette décision du porteur pourra être de nature à générer une plus-value de cession de valeur mobilière soumise à imposition.

➤ **Périodicité de calcul de la valeur liquidative** : Quotidienne. La valeur liquidative sera établie et publiée chaque jour bancaire ouvré aux Etats – Unis à l’exception des jours suivants :

- si ce jour de bourse est un jour où les banques sont fermées aux Etats- Unis
- ou
- si ce jour de bourse est un jour férié légal en France (liste publique officielle et déclarée à l’adresse suivante : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2405>) ou si ce jour de bourse correspond à un jour de fermeture selon le calendrier TARGET 2 établi et publié par la Banque Centrale Européenne (BCE) .

Le calendrier de référence est celui de NYSE (New – York Stock Exchange) à l’exclusion des jours de fermeture de la bourse aux Etats- Unis dès lors que les banques sont, ce même jour de fermeture, ouvertes aux – Etats – Unis.

➤ **Lieu de publication de la valeur liquidative** : Locaux de la société de gestion.

➤ **Frais et commissions** :

Commissions de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l’investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l’OPCVM servent à compenser les frais supportés par l’OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises à l’OPCVM reviennent à la Société de Gestion, au commercialisateur.

Frais à la charge de l’investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l’OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Taux maximum : 1 % ➤ Les compagnies d’assurances du groupe AXA sont exonérées du paiement de cette commission lorsque cet OPCVM est utilisé comme support à des contrats libellés en unités de compte. La souscription suivant une demande de rachat, effectuée sur la base de la même valeur liquidative et portant sur un même nombre de titres, peut être exécutée en franchise de commission.
Commission de souscription acquise à l’OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l’OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l’OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant

Les frais de fonctionnement et de gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l’OPCVM, à l’exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d’intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc…) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

⇒ des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM;

⇒ la rémunération perçue par l'agent prêteur résultant de la mise en place des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter au Document d'Information Clé pour l'Investisseur.

	Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
	<u>Parts de la catégorie « A » et de la catégorie « I » :</u>		
1	Frais de gestion financière	Actif net (hors OPC)	➤ Parts « A » : taux maximum : 0,40 % ➤ Parts « I » : taux maximum : 0,20 % Ces frais sont directement imputés au compte de résultat de l'OPCVM
2	Frais administratifs externes à la société de gestion		
3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif des OPC sélectionnés	<i>Non applicable</i> ⁽¹⁾
4	Commission de mouvement Dépositaire	Prélèvement sur chaque transaction	50 € TTC maximum
5	Commission de surperformance	Actif net	Néant

(1) Dans la mesure où l'investissement de l'OPCVM dans des OPC sous-jacents représente moins de 10% de son actif, le niveau de frais indirects n'a pas à être précisé dans le tableau ci-dessus, toutefois cela ne signifie pas pour autant qu'aucun frais ne sera supporté par l'OPCVM du fait de cet investissement.

Les coûts liés aux contributions dues à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), les impôts, taxes, redevances et droits gouvernementaux exceptionnels et non récurrents ainsi que les coûts juridiques exceptionnels liés au recouvrement des créances de l'OPCVM pourront s'ajouter aux frais facturés à l'OPCVM et précisés dans le tableau des frais présenté ci-dessus.

Opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres :

Pour la réalisation d'opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres, l'OPCVM peut avoir recours aux services :

- d'AXA Investment Managers IF (« AXA IM IF »),

notamment pour la sélection des contreparties et la gestion des garanties financières.

Les revenus (ou pertes) générés par ces opérations sont entièrement acquis à l'OPCVM.

Les détails figurent dans le rapport annuel de l'OPCVM.

AXA IM IF sélectionne les contreparties avec lesquelles les opérations de mises et prises en pension sont conclues au nom et pour le compte de l'OPCVM conformément à sa politique d'exécution disponible sur le site www.axa-im.fr :

AXA Investment Managers IF
Tour Majunga - La Défense 9
6, place de la Pyramide
92908 Puteaux

AXA IM IF et la Société de Gestion sont deux entités appartenant au groupe AXA IM. Afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts, le groupe AXA IM a mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts disponible sur le site www.axa-im.fr.

La politique de l'OPCVM en matière de garantie financière et de sélection des contreparties lors de la conclusion d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres, est conforme à celle suivie pour les contrats financiers et qui est décrite ci-dessus.

Sélection des intermédiaires :

La procédure de choix des intermédiaires du gestionnaire financier repose sur :

- Une phase de « due diligence » impliquant des exigences de collecte de documentation,
- La participation au processus d'autorisation, au-delà des équipes de gestion, des différentes équipes couvrant le spectre des risques liés à l'entrée en relation avec une contrepartie ou un courtier : le département de Gestion des Risques, les équipes Opérations, la fonction Conformité et le département Juridique.

Chaque équipe exerce son propre vote.

Pour toute information complémentaire, les porteurs peuvent se reporter au rapport annuel de l'OPCVM.

III – Informations d'ordre commercial :

Toutes les informations concernant l'OPCVM peuvent être obtenues en s'adressant directement à la société de gestion (adresse postale) :

AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS,
Tour Majunga - 6 place de la Pyramide
92908 PARIS – La Défense cedex

Les derniers documents annuels et périodiques sont disponibles sur simple demande du porteur auprès du même établissement et à l'adresse indiquée ci-dessus.

Les demandes de souscription, de rachat et de conversion sont centralisées auprès de BNP – PARIBAS SECURITIES SERVICES, dont l'adresse est la suivante :

BNP – PARIBAS SECURITIES SERVICES
Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin

➤ Respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance :

Les informations sur les critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (critères ESG) sont disponibles sur le site Internet de la Société de Gestion (www.axa-im.fr) et feront l'objet d'une mention dans le rapport annuel portant sur les exercices ouverts.

➤ Informations en cas de modification de modalités de fonctionnement de l'OPCVM :

La société de gestion informe les porteurs de l'OPCVM que les porteurs professionnels assujettis à des exigences réglementaires telles que celles liées à la Directive 2009/138/CE (Solvabilité 2) pourront recevoir la composition du portefeuille de l'OPCVM avant la mise à disposition de ces informations à tous les porteurs.

➤ Politique de droits de vote et accès au rapport :

Les informations sur la politique de vote et le rapport sur les conditions d'exercice des droits de vote sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion (www.axa-im.fr).

IV – Règles d’investissement :

Conforme à la partie réglementaire du Code Monétaire et financier et aux dispositions du Règlement Européen 2017/1131.

Les modifications du Code Monétaire et Financier seront prises en compte par la société de gestion dans la gestion de l’OPCVM dès leur mise en application.

V – Risque global :

La méthode de calcul du risque global de l’OPCVM est la méthode de calcul de l’engagement.

VI – Règles d’évaluation et de comptabilisation des actifs :

La valeur liquidative du fonds à un jour donné est calculée sur la base des cours de la veille. En cas d’évènement de marché exceptionnel survenu avant l’heure de centralisation, elle est susceptible d’être recalculée afin de garantir l’absence d’opportunités de *market timing*. La date de publication de la valeur liquidative, qui n’est plus susceptible d’être recalculée, est J.

Le portefeuille est évalué à chaque date de valeur liquidative et à l’arrêté des comptes annuels de la manière suivante :

Valeurs mobilières :

Les instruments financiers et valeurs négociés sur un marché réglementé français ou étranger :

- Les instruments financiers et valeurs négociés sur un marché réglementé français ou étranger : cours de clôture du jour de valorisation (source : Thomson-Reuters).
- Les valeurs mobilières dont le cours n’a pas été constaté le jour de valorisation sont évaluées au dernier cours publié officiellement ou à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de Gestion. Les justificatifs sont communiqués au Commissaire aux comptes à l’occasion de ses contrôles.
- Devises : les valeurs étrangères sont converties en contre-valeur euro suivant le cours des devises publié à 16h à Londres le jour de valorisation (source : WM Company).
- Les obligations et produits de taux indexés à taux fixe ou variable, y compris les Bons du Trésor à intérêts annuels (BTAN), Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté (BTF), sont valorisés quotidiennement à leur valeur de marché sur la base de cours d’évaluation provenant de fournisseurs de données considérés comme éligibles par la Société de Gestion et classés par ordre de priorité selon le type de l’instrument. Ils sont évalués en prix pied de coupon.

Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

Les parts ou actions d’OPC :

- Les parts ou actions d’OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative officielle publiée. Les organismes de placement collectifs valorisant dans des délais incompatibles avec l’établissement de la valeur liquidative du fonds sont évalués sur la base d’estimations sous le contrôle et la responsabilité de la Société de Gestion.

Les Titres de Créance Négociable hors Bons du Trésor à intérêts annuels (BTAN), Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté (BTF) :

- Les Titres de Créance Négociables (TCN)

sont valorisés par l'application d'une méthode actuarielle, le taux d'actualisation retenu étant celui d'émission ou d'émissions de titres équivalents affectés, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre (spread de marché de l'émetteur).

Les taux de marché utilisés sont :

- pour l'Euro, courbe de swap EONIA ou €STR (méthode Overnight Indexed Swap OIS),
- pour l'USD, courbe de swap Fed Funds (méthode Overnight Indexed Swap OIS),
- pour le GBP, courbe de swap SONIA (méthode Overnight Indexed Swap OIS).

Le taux d'actualisation est un taux interpolé (par interpolation linéaire) entre les deux périodes cotées les plus proches encadrant la maturité du titre.

Les instruments de titrisation :

- Titres adossés à des actifs (ABS) : les ABS sont évalués sur la base d'un cours d'évaluation provenant de prestataires de service, de fournisseurs de données, de contreparties éligibles et/ou de tierces parties désignés par la Société de Gestion (à savoir, les fournisseurs de données éligibles).
- Obligations adossées à des actifs (CDO) et obligations adossées à des prêts (CLO) :
 - (i) les tranches subordonnées émises par des CDO et/ou CLO et (ii) les CLO « sur mesure » sont évalués sur la base d'un cours d'évaluation provenant des banques arrangeuses, des « Lead Managers », des contreparties s'étant engagées à fournir ces cours d'évaluation et/ou des tierces parties désignées par la Société de Gestion (à savoir, les fournisseurs de données éligibles)
 - (ii) les titres émis par des CDO et/ou CLO qui ne sont ni (i) des tranches subordonnées de CDO et/ou CLO ni (ii) des CLO « sur mesure » sont évalués sur la base d'un cours d'évaluation provenant de tierces parties désignées par la Société de Gestion (à savoir, les fournisseurs de données éligibles).

Les cours utilisés pour l'évaluation des instruments de titrisation sont sous le contrôle et la responsabilité de la Société de Gestion.

Les opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

- Pensions :
 - Prises en pension : la créance représentative des titres reçus en pension est évaluée selon les modalités contractuelles.
 - Mises en pension : les titres donnés en pension sont évalués à la valeur de marché des titres ; la dette représentative des titres donnés en pension est évaluée selon les modalités contractuelles.

Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé :

Ils sont évalués sous la responsabilité de la Société de Gestion à leur valeur probable de négociation.

- Changes à terme (Forex Forwards) : les changes à terme sont valorisés sur la base d'un calcul prenant en compte :
 - La valeur nominale de l'instrument,
 - Le prix d'exercice de l'instrument,

- Les facteurs d'actualisation pour la durée restant à courir,
- Le taux de change au comptant à la valeur au marché,
- Le taux de change à terme pour la durée restant à courir, défini comme le produit du taux de change au comptant et le rapport des facteurs d'actualisation dans chaque monnaie calculée en utilisant les courbes de taux appropriées.

⇒ Produits dérivés de gré à gré au sein de la gestion monétaire (hors CDS, FX Forwards et CFD):

- Swaps de taux :

- Swaps de taux contre EONIA, €STR, FED FUNDS ou SONIA :

Ils sont valorisés selon la méthode du coût de retournement. A chaque calcul de la valeur liquidative, les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux de trésorerie futurs (principal et intérêts) au taux d'intérêt et/ou de devises du marché. L'actualisation se fait en utilisant une courbe de taux zéro-coupon.

- Swaps de taux d'intérêts contre une référence EURIBOR ou LIBOR :

Ils sont valorisés à leur valeur de marché en fonction de prix calculés par les contreparties, sous le contrôle et la responsabilité de la Société de Gestion.

⇒ Produits dérivés de gré à gré en dehors de la gestion monétaire (hors CDS, FX Forwards et CFD) :

Les instruments financiers à terme sont valorisés à leur valeur de marché en fonction de prix calculés par les contreparties, sous le contrôle et la responsabilité de la Société de Gestion.

Si la Société de gestion le juge nécessaire, un investissement ou un titre spécifique peut être évalué selon une méthode alternative que celles présentées précédemment, sur recommandation du Global Risk Management ou d'un gérant de portefeuille après validation du Global Risk Management. Lorsque la valeur d'un investissement n'est pas vérifiable par la méthode habituelle ni une méthode alternative, celle-ci correspondra à la valeur de réalisation probable estimée, sous le contrôle et la responsabilité de la Société de Gestion.

En pratique, si la société de gestion est contrainte à réaliser une transaction à un prix significativement différent de l'évaluation prévue à la lecture des règles de valorisation présentées ici, l'ensemble des titres subsistant dans le fonds devra être évalué à ce nouveau prix.

➤ Méthodes de comptabilisation

La comptabilisation des revenus s'effectue selon la méthode des coupons encaissés

Les frais de négociation sont comptabilisés dans des comptes spécifiques de l'OPCVM et ne sont donc pas additionnés au prix de revient des valeurs mobilières (frais exclus).

Le PRMP (ou Prix de Revient Moyen Pondéré) est retenu comme méthode de liquidation des titres. En revanche, pour les produits dérivés la méthode du [FIFO (ou « First In » « First Out » ; « premier entré – premier sorti »)] est utilisée.

VII - Informations minimales relatives à la description détaillée de la procédure d'évaluation du risque de crédit (la « Procédure »)

I- Description du périmètre de la Procédure

- Objet de la Procédure :

AXA IM a mis en place une Procédure d'évaluation interne de la qualité de crédit applicable aux fonds monétaires. Ce document a pour objectif de s'assurer que les fonds monétaires

investissent dans des actifs ayant fait l'objet d'une évaluation positive de la qualité de crédit de la part d'AXA IM.

- Périmètre d'application :

Cette Procédure s'applique aux instruments du marché monétaire émis par des organisations privées mais aussi par des entités souveraines, quasi-souveraines ou supranationales et aux Asset-Backed Commercial Paper (« ABCP ») émis par un programme d'ABCP pleinement garanti par un établissement de crédit réglementé.

Les fonds monétaires AXA IM peuvent investir dans des programmes ABCP uniquement lorsqu'ils sont totalement garantis. Un programme est totalement garanti lorsque les investisseurs sont protégés de la dégradation du rendement des actifs par un tiers. Ce garant fournit une couverture à 100% contre le risque de crédit et le risque de liquidité. L'analyse par AXA IM d'un programme intégralement garanti repose sur la solidité financière du garant et non sur la qualité des actifs. La notation du garant est donc appliquée au programme ABCP.

II- Description des acteurs de la procédure

Le processus d'analyse interne de crédit pour les fonds monétaires au sein d'AXA IM est partagé entre deux équipes distinctes :

- L'équipe de Recherche : elle est composée d'analystes et économistes qui sont basés en Europe, et aux Etats-Unis. Les analystes financiers sont en charge de définir une méthodologie d'évaluation et d'analyser la qualité de crédit des émetteurs. Chaque analyste est spécialisé dans un ou plusieurs secteurs ou zones géographiques et dispose d'un back up désigné parmi les autres analystes financiers. Il existe un responsable de la recherche en Europe et un second responsable pour les Etats-Unis. Cette équipe d'analystes financiers couvre :
 - o Les pays/souverains développés ;
 - o Les entreprises (corporates) financières et non financières ;
 - o Les gouvernements locaux et régionaux ;
 - o Les agences gouvernementales ;
 - o Les institutions financières supranationales.

Les économistes localisés en Europe et en Asie construisent des scénarios, estiment les risques associés et évaluent à travers des indicateurs quantitatifs la qualité de crédit des pays européens développés.

L'équipe de Recherche est complètement indépendante des équipes de gestion des fonds monétaires. Elle est directement rattachée au responsable Global de la plateforme CORE Investments.

L'équipe de gestion des fonds monétaires n'intervient et n'influence à aucun moment l'analyse interne de crédit réalisée par l'équipe Recherche. Les analystes et économistes sont recrutés sur la base de qualifications, compétences et d'expériences leur permettant d'effectuer les évaluations en toute autonomie.

Lorsqu'un gérant identifie un nouvel émetteur qui ne bénéficie pas d'une évaluation interne de la qualité de crédit, il envoie une requête afin que l'analyse soit effectuée.

- Le département Global Risk Management (« GRM ») : Au sein de ce département, une équipe dédiée à l'analyse des risques d'investissement (Investment Risk Analysis « IRA »), située à Paris, est en charge de fournir les scores finaux sur la base des notations de l'équipes Recherche et d'éléments quantitatifs. Cette équipe est composée d'un responsable et de collaborateurs (entre 4 et 6) Quantitative Risk Analysts.

L'équipe GRM IRA complète l'évaluation effectuée par l'équipe Recherche ci-dessus en considérant des paramètres quantitatifs additionnels et produit les scores finaux sur lesquels se base la décision d'investissement des gérants.

L'équipe GRM IRA est responsable in fine des scores internes utilisés par la gestion. En termes d'organisation, le département GRM est rattaché au Chief Operating Officer (COO) Global d'AXA IM, qui est à son tour directement rattaché au CEO global d'AXA IM, et indépendant des équipes de gestion. L'équipe de gestion des fonds monétaires n'intervient et n'influence à aucun moment l'analyse interne de crédit réalisée par l'équipe GRM IRA. Les membres de l'équipe GRM IRA disposent des qualifications, compétences et expériences nécessaires pour effectuer les évaluations en toute autonomie.

III- Description de la méthodologie

- Première étape : L'équipe Recherche effectue une analyse fondamentale en se basant sur des facteurs variant selon le type d'émetteur, et qui peuvent être, à titre d'exemple :
 - o Indicateurs macro-économiques ;
 - o Compréhension approfondie des secteurs d'activité de l'émetteur ;
 - o Situation financière de l'émetteur, liquidité de l'émetteur, y compris la capacité de refinancement de la dette à court terme ;
 - o Principaux facteurs ESG considérés comme les plus pertinents pour chaque émetteur ;
 - o Risque d'événement lié à d'éventuelles fusions, acquisitions ou cessions ;
 - o Notation d'agences externes...

Cette analyse donne lieu à une notation interne de la qualité de crédit sur des échelles différentes selon le type d'émetteur.

- Deuxième étape : L'équipe GRM IRA d'AXA IM procède à une évaluation complémentaire des émetteurs sur la base des scores de l'équipe Recherche et de données quantitatives, telles que :
 - o Risque pays : Spreads CDS ;
 - o Risque émetteur : spreads CDS émetteurs ;
 - o Notation d'agences externes...

Un score final est produit et servira à déterminer l'éligibilité ou non de l'émetteur à l'actif des portefeuilles monétaires. Seuls les émetteurs ayant reçu un rating interne favorable de la part de GRM IRA seront éligibles à l'actif des portefeuilles. Il est à noter que le rating interne est mis à la disposition de façon automatique aux plateformes de gestion et ne peut pas être modifié.

- Réévaluation de la qualité de crédit : Les scores établis par GRM sont recalculés sur une base hebdomadaire en prenant en compte les évolutions des paramètres d'entrée (ratings de l'équipe Recherche, spreads CDS ...). Tout changement matériel de ces paramètres est de nature à revoir le score établi.

De son côté l'équipe Recherche réalise une analyse constante des informations de marché et des émetteurs en se basant sur les informations disponibles dans la presse ou figurant dans les rapports financiers des émetteurs. Chaque analyste ou économiste reste responsable des émetteurs rentrant dans son périmètre, il lui appartient dès lors de vérifier et d'estimer si les informations financières reçues sont de nature à réévaluer le score attribué. L'équipe Recherche effectue en outre une revue annuelle de l'ensemble des évaluations des émetteurs.

IV- Description du cadre de la revue de la Procédure d'évaluation de la qualité de crédit

La Procédure d'évaluation interne de la qualité de crédit est approuvée par le Global Risk Management Board (GRMB).

Pour garantir le bon fonctionnement de la Procédure, le Chief Operating Officer de la plateforme Core Investments veille à ce que cette Procédure soit revue au moins une fois par an par le GRMB et informe ce dernier au moins une fois par an :

- Du profil de risque de crédit des fonds monétaires, fondé sur une analyse des évaluations internes de la qualité de crédit ;
- Des domaines dans lesquels des faiblesses ont été remarquées et de l'avancement des actions et des travaux engagés pour remédier aux faiblesses précédemment détectées.

Remarques complémentaires :

En cas de changements matériels des conditions de marché, AXA IM pourrait être amené à faire évoluer rapidement sa procédure d'évaluation de la qualité de crédit afin de l'adapter au mieux à la situation et couvrira les cas temporaires où l'information affichée ne refléterait pas exactement la procédure à tout instant. La société de gestion mettrait alors à jour la description de la procédure dans les meilleurs délais et dans le meilleur intérêt des porteurs de parts.

VIII - Rémunération

AXA Investment Managers Paris a validé et adopté la Politique Globale de Rémunération d'AXA IM, en conformité avec la réglementation applicable et qui veille à une gestion saine et efficace du risque, n'encourage pas une prise de risque inappropriée par rapport au profil de risque des Fonds qu'elle gère ou de ses Actes Constitutifs et ne nuit pas à ses obligations d'agir dans les meilleurs intérêts de chaque Fonds.

La Politique Globale de Rémunération d'AXA IM, qui a été validée par le Comité de Rémunération d'AXA IM, définit les principes de rémunération pour l'ensemble des entités du Groupe AXA IM (AXA Investment Managers Paris incluse). Elle tient compte de la stratégie d'AXA IM, de ses objectifs, de sa tolérance au risque et des intérêts à long terme des actionnaires, des salariés et des clients d'AXA IM (Fonds inclus). Le Comité de Rémunération d'AXA IM est responsable de définir et revoir les principes en matière de rémunération d'AXA IM, y compris la Politique Globale de Rémunération d'AXA IM, ainsi que de revoir la rémunération annuelle des cadres de direction du Groupe AXA IM et des cadres dirigeants exerçant des fonctions de contrôle.

AXA IM prévoit une rémunération fixe et une rémunération variable. La rémunération fixe d'un employé est structurée de manière à récompenser le niveau de responsabilité, l'expérience professionnelle et la capacité individuelle à exécuter les tâches relevant de la fonction. La rémunération variable est déterminée par la performance et peut être attribuée annuellement de manière non différée, et pour certains employés, de manière différée. La rémunération variable non différée peut être attribuée en numéraire ou, le cas échéant et dans le respect de la législation et de la réglementation locales, sous la forme d'instruments indexés sur la performance des Fonds d'AXA IM.

La rémunération variable différée est attribuée sous forme de divers instruments structurés de manière à récompenser la création de valeur à moyen et long terme pour les clients et pour AXA IM, et à récompenser la création de valeur à long terme pour le Groupe AXA. AXA IM veille à ce que l'équilibre entre la rémunération fixe et la rémunération variable, et la rémunération différée et non différée soit approprié.

Les détails mis à jour de la Politique Globale de Rémunération d'AXA IM sont publiés en ligne à partir du lien <https://www.axa-im.com/en/remuneration>. Sont disponibles une description de la manière dont la rémunération et les avantages sont attribués aux employés, et des informations sur le Comité de Rémunération d'AXA IM. AXA Investment Managers Paris fournira un exemplaire papier à la demande et sans frais.

FONDS COMMUN DE PLACEMENT
AXA COURT TERME DOLLAR

Dépositaire : **BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES**
3, rue d'Antin
75002 PARIS

Société de Gestion (siège social) : **AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS**
Tour Majunga - La Défense 9
6, place de la Pyramide
92800 Puteaux



R E G L E M E N T

*Approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers (A.M.F.).
le 2 Août 1994 (date agrément AMF)
Mis à jour le 4 avril 2005.
Mis à jour le 1^{er} septembre 2005.
Mis à jour le 2 janvier 2006.
Mis à jour le 8 mars 2012
Mis à jour le 27 septembre 2013
Mis à jour le 25 janvier 2016
Mis à jour le 1^{er} mai 2016
Mis à jour le 22 mars 2019
Mis à jour le 28 juin 2019
Mis à jour le 23 juin 2020*

TITRE I

ACTIFS ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds (ou le cas échéant du compartiment). Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de la date de son agrément par l'Autorité des Marchés Financiers, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue au présent règlement

Dans le cas où le fonds est un FCP à compartiments, chaque compartiment émet des parts en représentation des actifs du FCP qui lui sont attribués. Dans ce cas, les dispositions du présent règlement applicables aux parts du FCP sont applicables aux parts émises en représentation des actifs du compartiment.

Dans le cas où le fonds est un FCP à compartiments, chaque compartiment émet des parts en représentation des actifs du FCP qui lui sont attribués. Dans ce cas, les dispositions du présent règlement applicables aux parts du FCP sont applicables aux parts émises en représentation des actifs du compartiment.

Le fonds se réserve la possibilité d'émettre différentes catégories de parts. Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les différentes catégories de parts pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus (distribution ou capitalisation) ;
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscription et de rachat différentes;
- avoir une valeur nominale différente.
- être assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM ;
- être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

Le fonds pourra procéder à des opérations de regroupement ou de division des parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du Conseil d'Administration de la société de gestion, en dixièmes, centièmes, millièmes, ou dix-millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le Conseil d'Administration de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimum de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP (ou d'un compartiment) devient inférieur à 300.000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du Règlement Général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Emission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les souscriptions et les rachats sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative.

Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats peuvent être effectués en numéraire et/ou en nature. Si le rachat en nature correspond à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, alors seul l'accord écrit signé du porteur sortant doit être obtenu par l'OPCVM ou la société de gestion. Lorsque le rachat en nature ne correspond pas à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, l'ensemble des porteurs doivent signifier leur accord écrit autorisant le porteur sortant à obtenir le rachat de ses parts contre certains actifs particuliers, tels que définis explicitement dans l'accord.

De manière générale, les actifs rachetés sont évalués selon les règles fixées à l'article 4 et le rachat en nature est réalisé sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilée à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L.214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand les circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP (ou le cas échéant d'un compartiment) est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué (sur le compartiment concerné, le cas échéant).

Les modalités et conditions de souscription minimale sont prévues dans le prospectus.

L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L.214-8-7 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée.

Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de l'OPCVM ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le

seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Clause résultant de la loi Américaine « Dodd Frank Act » et réglementation « ERISA » :

La société de gestion du FCP peut restreindre ou empêcher la détention directe ou indirecte des parts par tout Investisseur US.

A cette fin, la société de gestion du FCP peut si elle estime que la détention de parts par un Investisseur US est contraire à la loi ou aux intérêts du FCP :

(i) refuser d'émettre toute part dès lors qu'il apparaît qu'une telle émission aurait ou pourrait avoir pour effet que les dites parts soient directement ou indirectement détenues par ou au bénéfice d'un Investisseur US ;

(ii) à tout moment requérir d'une personne ou entité dont le nom apparaît sur le registre des porteurs de parts que lui soit fournie toute information, accompagnée d'une déclaration sur l'honneur, qu'elle estimerait nécessaire aux fins de déterminer si le bénéficiaire effectif des parts est ou non un Investisseur US ; et

(iii) procéder, au rachat forcé de toutes les parts détenues par un porteur lorsqu'il lui apparaît que ce dernier est (a) un Investisseur US et, (b) qu'il est seul ou conjointement, le bénéficiaire effectif des parts.

Le rachat forcé s'effectuera à la dernière valeur liquidative connue, diminuée le cas échéant des frais, droits et commissions applicables, qui resteront à la charge dudit porteur de parts.

Ce pouvoir s'étend également à toute personne (i) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec les lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (ii) qui pourrait, de l'avis de la société de gestion du FCP, faire subir un dommage au FCP qu'elle n'aurait autrement ni enduré ni subi.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; les apports et les rachats en nature sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du fonds ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 5 ter – Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des Marchés Financiers.

Si le fonds est un OPCVM nourricier :

- le dépositaire a donc conclu une convention d'échange d'informations avec le dépositaire de l'OPCVM maître,
- Quand il est également dépositaire de l'OPCVM maître, il a établi un cahier des charges adapté.

Article 7 - Le Commissaire aux Comptes

Un Commissaire aux Comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par le Conseil d'Administration de la société de gestion.

Il certifie la sincérité et la régularité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'OPCVM dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport ou rachat en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le Conseil d'Administration de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Si le fonds est un OPCVM nourricier :

- le commissaire aux comptes a conclu une convention d'échange d'informations avec le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître.
- Lorsqu'il est également le commissaire aux comptes de l'OPCVM maître, il établit un programme de travail adapté.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion, établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition dans les locaux de la société de gestion.

TITRE III

MODALITES D'AFFECTIONATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9 – Modalités d'affectation des Sommes Distribuables

Le résultat net de l'exercice comprend (i) les plus et moins-values réalisées nettes de frais, (ii) les plus et moins-values latentes nettes et (iii) le revenu net qui, conformément aux dispositions de la loi, est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, rémunération et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion, de la charge des emprunts.

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des Sommes Distribuables.

Les sommes distribuables (ci-après les « **Sommes Distribuables** »), sont composées conformément aux dispositions légales, par :

- le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;
- les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Pour chaque catégorie de parts, le prospectus du Fonds prévoit que le FCP adopte une des formules suivantes :

- capitalisation pure :

Les Sommes Distribuables sont intégralement capitalisées chaque année.

- distribution pure :

Les Sommes Distribuables sont distribuées dans les limites suivantes :

- le revenu net est intégralement distribué, aux arrondis près,
- les plus-values nettes réalisées peuvent être sur décision de la société de gestion partiellement ou intégralement distribuées.

Les Sommes Distribuables non distribuées seront inscrites en report.

Des acomptes peuvent être mis en distribution en cours d'exercice sur décision de la société de gestion et dans la limite des Sommes Distribuables réalisées à la date de la décision.

-capitalisation et/ou distribution :

Les Sommes Distribuables peuvent être distribuées et/ou capitalisées et/ou reportées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre, sur décision de la société de gestion .

Des acomptes peuvent être mis en distribution en cours d'exercice sur décision de la société de gestion et dans la limite des Sommes Distribuables réalisées à la date de la décision.

TITRE IV

FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur. Les dispositions du présent article s'appliquent à chaque compartiment.

Article 11 - Dissolution – Prorogation

- ♦ Si les actifs du fonds (ou le cas échéant, du compartiment) demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds (ou le cas échéant, du compartiment).
- ♦ La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds (ou le cas échéant, le compartiment) ; elle informe les porteurs de parts de sa décision, et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.
- ♦ La société de gestion procède également à la dissolution du fonds (ou le cas échéant, du compartiment) en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du Commissaire aux Comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution la société de gestion ou le dépositaire assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V

CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Election de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VI

DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX FONDS AGREES AU TITRE DU REGLEMENT (UE) 2017/1131 DIT « REGLEMENT MMF »

Article 14 – Caractéristiques du fonds

En vertu de l'article 36 paragraphe 1 du Règlement MMF, le Fonds est classé comme suit : Fonds monétaire à valeur liquidative variable (VNAV) court terme.

Article 15 – Mentions relatives à la politique d'investissement

Le règlement du Fonds monétaire qui recourt au dispositif dérogatoire d'investissement dans la dette publique prévu au point 7 de l'article 17 du règlement (UE) 2017/1131 inclut la mention suivante : le Fonds peut en conséquence investir, conformément au principe de la répartition des risques, jusqu'à 100 % de ses actifs dans différents instruments du marché monétaire émis ou garantis individuellement ou conjointement par une liste d'entités précisée dans le prospectus.

Article 16 – Mentions relatives à la qualité de crédit des instruments sélectionnés

Conformément aux dispositions du règlement (UE) 2017/1131, la société de gestion a mis en place une procédure d'évaluation interne de la qualité de crédit appliquée dans le cadre de la politique d'investissement du Fonds. Cette procédure est décrite dans le prospectus.